

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

MARCHE N°

Valant ACTE D'ENGAGEMENT et CCAP

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE *passé en application des articles R2123-1 à R2123-8 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique*

Réalisation de prestations de gardiennage et de surveillance des sites de Guadeloupe du Centre de recherche INRAE des Antilles-Guyane

Centre de Recherche des Antilles-Guyane
Domaine de Duclos - Prise d'eau
97170 PETIT-BOURG

LOT N° -

.....

◆ Personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances:

Le Président du Centre de Recherche des Antilles-Guyane
Domaine Duclos
Prise d'eau
97170 PETIT-BOURG

◆ Ordonnateur :

Le Président du Centre de Recherche des Antilles-Guyane
Domaine Duclos
Prise d'eau
97170 PETIT-BOURG

◆ Comptable public assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire du Centre de Recherche des Antilles-Guyane
Domaine Duclos
Prise d'eau
97170 PETIT-BOURG

◆ Numéro de SIRET : 180 070 039 01688

Le Titulaire

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant pour le compte de :

Forme juridique :

Capital social :

Adresse du siège social :

Tél. :

Immatriculation à l'INSEE

n° d'identité d'établissement (SIRET) :

code d'activité économique principale (APE) :

n° d'inscription au registre du commerce de : RCS :

- après avoir pris connaissance des dispositions du présent document, des documents qui y sont mentionnés et après avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales en vigueur,
- m'engage sans réserve, conformément aux stipulations du présent document et des documents qui y sont mentionnés, à exécuter dans les conditions fixées par lesdits documents les prestations désignées en objet du présent Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières.

L'offre, ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans le délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des plis.

Fait à le¹

Le titulaire

INRAE,

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

¹ Signature et cachet commercial du titulaire avec mention des nom et qualité du signataire

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	5
1. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	5
2. CONTENU DES PRESTATIONS.....	5
3. DURÉE DU MARCHÉ.....	6
4. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ.....	6
5. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	6
6. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	7
7. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	7
8. PRIX.....	7
8.1. Contenu et forme des prix.....	7
8.2. Variation des prix.....	8
9. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	8
10. AVANCE.....	9
11. PENALITES.....	9
12. RESPECT DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	10
12.1. Travailleurs étrangers.....	10
12.2. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	11
12.3. Visites médicales.....	11
12.4. Accidents du travail.....	11
12.5. Etendues des obligations prévues au présent article.....	11
12.6. Reprise de personnel.....	11
13. COMPORTEMENT.....	11
14. CONFIDENTIALITE.....	12
15. STIPULATIONS RELATIVES A L'APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE.....	12
16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	Erreur ! Signet non défini.
17. GARANTIE.....	Erreur ! Signet non défini.
18. ASSURANCE - RESPONSABILITE.....	12
19. RESILIATION.....	12
20. LITIGES.....	13
21. DÉROGATION.....	13
Annexe n° 1.....	14
Annexe n° 2.....	16
Accord cadre à bons de commande mono-attributaire	4
<i>Service de Gardiennage du site Antilles Guyane</i>	

PREAMBULE

Les prestations à réaliser sont répartis en 2 lots, traités par marché séparé et défini comme suit :

N° du lot	Description du lot
1	Réalisation de prestations de gardiennage - Sites de Duclos et de Godet
2	Réalisation de prestations de gardiennage et de surveillance - Site de Gardel

Le présent acte d'engagement concerne le **LOT N°**

1. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application des articles R2123-1 à R2123-8 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- Le présent Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, ci-après désigné le CCAG-FCS ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

2.1.1. Lot 1 - Sites de Duclos et de Godet

Les prestations à effectuer impliquent la réalisation de rondes nocturnes par un agent cynophile qualifié, détenteur du SSIAP (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personne) niveau 1. Elles s'effectueront à pied et en véhicule suivant un itinéraire prédéfini, à horaires variables.

Pour toute ronde non effectuée, INRAE se réserve le droit d'appliquer des pénalités au titulaire conformément à l'article 11 de l'acte d'engagement valant C.C.A.P, sans que celui-ci ne puisse émettre la moindre objection.

2.1.2. 3.1.2. Lot 2 – Site de Gardel

Les prestations à effectuer impliquent la réalisation de rondes nocturnes par un agent qualifié, détenteur du SSIAP (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personne) niveau 1. Elles s'effectueront à pied et en véhicule suivant un itinéraire prédéfini, à horaires variables.

Le titulaire du présent marché devra de plus mettre en œuvre des dispositifs de détection des intrusions afin de pouvoir couvrir efficacement les points de vigilance identifiés sur le plan en annexe durant ses vacations.

Se référer au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour le détail de la prestation demandée.

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de la date inscrite sur l'acte de notification, renouvelable par tacite reconduction d'année en année sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction, l'Administration devra informer le titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé réception, trois (3) mois avant la fin de l'annuité en cours.

4. FORME ET MONTANT DU MARCHE

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire en application des dispositions de l'article R2162-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique qui s'exécute partiellement par l'émission de bons de commande avec montant maximum annuel fixé à (*cochez la case correspondante*) :

- ☐ Lot n° 1 : 90 000 € HT ;
- ☐ Lot n° 2 : 75 000 € HT.

Ce montant comprend une partie forfaitaire pour les prestations régulières et une partie sur commande pour les prestations exceptionnelles.

Le montant du forfait mensuel est de :

Montant TOTAL HT	[.....€]
Montant TVA (.....%)	[.....€]
Montant TOTAL TTC	[.....€]

Le bordereau des prix figure en annexe n° 2.

5. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

Les prestations exceptionnelles supplémentaires feront l'objet de bons de commande qui seront notifiés par INRAE au fur à mesure des besoins.

Les bons de commande comportent :

- la date d'émission ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- **le numéro du marché** ;
- la désignation des prestations ;
- la quantité commandée ;
- le prix de la prestation.

Les bons de commande peuvent être adressés par télécopie ou par voie électronique.

Ils pourront être de plus établis jusqu'à la date d'expiration du marché (étant entendu qu'aucune prestation ne sera plus effectuée après la date d'expiration du marché).

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 12 mois.

6. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

La vérification et l'admission des prestations seront effectuées suivant les modalités des articles 22 & 23 du CCAG-FCS.

7. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

8. PRIX

8.1. Contenu et forme des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Prestations régulières :

Le marché est traité à prix global et forfaitaire pour les prestations régulières, indiqué à l'annexe 2 du présent document.

Prestations exceptionnelles :

Le marché est traité à prix unitaires pour les prestations exceptionnelles.

L'administration pourra adresser au titulaire des commandes complémentaires avec un préavis minimal de deux (2) jours pour répondre à un besoin complémentaire exceptionnel et de courte durée, sur la base des prix unitaires établis à l'annexe 2 du présent document.

Accord cadre à bons de commande mono-attributaire

Service de Gardiennage du site Antilles Guyane

8.2. Variation des prix

Les prix sont fermes la 1^{ère} année du marché et révisables chaque année à la date d'anniversaire de la notification du marché.

En cas de reconduction du marché, les prix seront révisés par référence à l'indice publié au bulletin mensuel de statistiques édités par l'INSEE : « *Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) CPF 80 Services de sécurité* » seront calculés au moyen de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o [0.125 + 0.875 \times (\text{Index}_n / \text{Index}_o)]$$

- P = prix révisé HT
- P_o = prix fixé HT dans l'offre du titulaire
- Index_n = valeur de l'indice BtoB CPF80 Services de sécurité
- Index_o = dernière valeur connue de l'indice BtoB CPF80 Services de sécurité, à la date de la révision

La révision du prix est présentée par le titulaire, à l'Administration (Services financier budgétaire et comptable), deux mois avant la date anniversaire du marché, accompagnée de justificatifs étayant le calcul du prix révisé. Elle doit être adressée au service concerné par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Administration dispose de deux semaines pour contrôler le nouveau prix et formuler au titulaire les remarques que cette proposition appelle de sa part. Passé ce délai, le nouveau prix est réputé accepté par l'Administration.

En cas de changement d'un indice décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent de substituer à l'indice d'origine un indice équivalent. L'indice se substitue par simple échange de courriel.

Clause de sauvegarde :

INRAE se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché, dans un délai d'un (1) mois après réception des changements de tarifs, si l'augmentation annuelle moyenne des prix des prestations était supérieure à 3 % par an.

9. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Le paiement se fera mensuellement à terme échu pour les prestations effectuées.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire ;
- Le numéro du marché ;

Accord cadre à bons de commande mono-attributaire

Service de Gardiennage du site Antilles Guyane

- Le numéro du bon de commande (*le cas échéant*) ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre de Recherche des Antilles-Guyane.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire ci-dessous (**joindre un RIB ou RIP**) :

Banque	
Code établissement	
Code guichet	
Numéro de compte	
Clé RIB	

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

10. AVANCE

Sans objet.

11. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., INRAE se réserve le droit d'appliquer des pénalités au titulaire sans mise en demeure préalable, si des prestations sont mal effectuées ou partiellement exécutées.

Accord cadre à bons de commande mono-attributaire

Service de Gardiennage du site Antilles Guyane

Les pénalités seront imputées sur la facture qui suit leurs constatations et feront l'objet d'une information par courrier en accusé de réception. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

Manquements constatés	Montant de la pénalité	Article du CCTP concerné
Rondes non effectuées	100 € par ronde non faite	3
Retard de transmission du rapport d'intervention	40 € par jour de retard	3
Retard de transmission de rapport d'incident ou d'anomalie	40 € par jour de retard	3

Manquements constatés	Montant de la pénalité	Article du CCTP concerné
Non mise à disposition des documents en cours de validité pour les agents affectés au site (carte professionnelle des agents, SSIAP, etc...)	60 € par manquement et par document	3
Non-respect des horaires	50 € par heure de retard	3.3
Retard dans la présentation du planning d'intervention initial	40 € par jour de retard	3.4
Planning d'intervention modifié et non transmis à la personne publique dans les délais requis	20 € par jour de retard	3.4
Non-port du vêtement de travail	50 €	4.1
Badge d'accès non remis	20 € par jour de retard	4.2

12. RESPECT DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements qui s'appliquent à la main d'œuvre et aux conditions de travail en France.

Tout salarié d'une société privée de sécurité doit justifier d'un casier judiciaire vierge. Il doit faire l'objet d'une enquête administrative par la Préfecture de son département, laquelle aura abouti à la délivrance d'une autorisation d'exercer des activités privées de sécurité.

12.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis d'un titre de séjour valide les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

12.2. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion minimale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

12.3. Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou, au plus tard, avant la fin de la période d'essai, par un médecin du travail.

Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur et se tiendra en mesure de justifier de la date de ces examens ainsi que de leur conclusion à l'aptitude physique des agents concernés.

12.4. Accidents du travail

En cas d'accident de travail, l'Administration devra être informée sous 24 heures de l'identité de l'agent accidenté, des circonstances et des conséquences de cet accident.

12.5. Etendues des obligations prévues au présent article

Les obligations prévues au présent article s'appliquent sans restriction aux salariés, préposés, sous-traitants et intérimaires du titulaire.

12.6. Reprise de personnel

Le titulaire fera son affaire de la reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, conformément à la réglementation en vigueur. Le personnel du titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente. En fin de marché, à la demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours maximum à compter de cette demande, le titulaire s'engage à transmettre les éléments relatifs au personnel à reprendre par le futur titulaire et notamment le nombre de salariés à reprendre, la nature des contrats à reprendre, les avantages dont disposent les personnels, leur expérience, leur ancienneté et leur qualification.

La liste sera mise à disposition dès que possible.

13. COMPORTEMENT

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances. Il est responsable des accidents, des dégradations, des détournements de propriété que son personnel peut commettre.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnité de INRAE pour pertes, vols, avaries ou dommages occasionnés par sa négligence, son imprévoyance ou ses fausses manœuvres, ainsi que ceux occasionnés par le fait de tiers ou de phénomènes naturels pendant la durée des prestations.

Le personnel du titulaire doit respecter le règlement en vigueur sur le site concerné et tout particulièrement celui relatif à la sécurité. Il doit notamment respecter l'interdiction de fumer à l'intérieur des locaux. Il ne doit pas pénétrer dans l'enceinte de l'établissement en possession d'alcool ou de substances illégales. Il n'est pas autorisé à faire usage des moyens de télécommunication, de reprographie ou autres détenus par l'administration.

INRAE se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents jugés indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

14. CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles les informations qui lui sont communiquées à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cessera toute exploitation active des informations de l'établissement, il s'engage ainsi à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de ce dernier et il s'engage à ne pas divulguer ni transmettre toute information concernant l'établissement.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à conserver confidentielles les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de sa présence dans les locaux de INRAE.

15. STIPULATIONS RELATIVES A L'APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

16. ASSURANCE - RESPONSABILITE

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire communiquera à INRAE les références de police d'assurance qu'il a souscrit (responsabilité civile) pour couvrir les risques relatifs à l'exécution des prestations dans le cadre du présent marché.

Le titulaire ne pourra être tenu responsable des détériorations provoquées par le gel, incendie, dégâts des eaux, négligences ou utilisation anormale des installations ainsi que des dommages et conséquences directes ou indirectes par les installations ou leur fonctionnement.

Toutefois, la responsabilité du titulaire sera engagée pour les accidents ou incidents corporels ou matériels qui pourraient survenir et qui seraient dus à une faute ou négligence de son personnel.

17. RESILIATION

Tout manquement constaté dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le titulaire ne les a pas remplies dans les quinze (15) jours suivant la réception de la lettre recommandée, INRAE pourra résilier le marché de plein droit aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnités.

Dans ce cas, le titulaire sera rémunéré des prestations terminées et admises au moment de la réception de la lettre et éventuellement des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

18. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Basse-Terre est seul compétent.

19. DÉROGATION

L'article 11 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Annexe n° 1

CADRE DE REPONSES TECHNIQUES
(CRT)

Le candidat s'attachera d'une manière générale à décrire les moyens mis en place ainsi que la méthodologie envisagée pour l'exécution des prestations attendues conformément aux stipulations du CCTP.

1. Moyens humains affectés à l'exécution du marché (recrutement, formation, expérience, conditions de travail, remplacement...):

2. Gestion du contrat (encadrement, services d'appui, contrôle qualité,...):

➤ *Coordonnées du responsable de site :*

3. Infrastructure contractuelle (moyens matériels dédiés, formation, entretien,...):

4. Qualité de l'entreprise (démarche qualité, RGPD, évaluation risques santé / sécurité,...) :

5. Innovation (le cas échéant) :

6. Mesures / actions envisagées en matière de développement durable :

A _____, le _____

Signature et cachet commercial

BORDEREAU DES PRIX

□ Lot n° 1 - Site de Duclos

• Prestations régulières

Désignation	Nombre d'heures	Taux horaire H.T. (en €)	Montant mensuel H.T (en €)	Montant annuel H.T (en €)
• 3 nuits / semaine	10 H			
• 2 vacations aléatoires (samedis, et les dimanches)	6 H			
• 1 vacation aléatoire (jours fériés)	6 H			
		Montant total H.T (en €)		
		Montant TVA (8.50 %)		
		Montant TTC (en €)		

*NB : Le calcul du montant annuel doit être effectué sur une base de 52 semaines suivant la formule ci-dessous :
nombre d'heures x taux horaire x 52 semaines.

• Prestations exceptionnelles

Désignation	Nombre d'heures	Taux horaire H.T. (en €)	Prix de la prestation H.T. (en €)
Jour férié de 20h à 5h	9 H		
Jour(s) ouvrable(s) de 20h à 5h	9 H		
Heure de jour férié	1 H		
Heure de jour ouvrable	1 H		
Heure de samedi	1 H		
Heure de dimanche	1 H		

☐ Lot n° 1 - Site de Godet

• Prestations régulières

Désignation	Nombre d'heures	Taux horaire H.T. (en €)	Montant mensuel H.T. (en €)	Montant annuel H.T. (en €)
• 2 nuits / semaine	8 H			
• 1 vacation aléatoire (samedis, dimanches, et jours fériés)	6 H			
Montant total H.T (en €)				
Montant TVA (8.50%)				
Montant TTC (en €)				

• Prestations exceptionnelles

Désignation	Nombre d'heures	Taux horaire H.T. (en €)	Prix de la prestation H.T. (en €)
Jour férié de 22h à 1h	3 H		
Jour(s) ouvrable(s) de 22h à 1h	3 H		
Heure de jour férié	1 H		
Heure de jour ouvrable	1 H		
Heure de samedi	1 H		
Heure de dimanche	1 H		

A _____, le _____

Signature et cachet commercial

☐ Lot n° 2 - Site de Gardel

Désignation	Nombre d'heures	Taux horaire H.T. (en €)	Montant mensuel H.T (en €)	Montant annuel H.T (en €)
• 7 nuits / semaine de 19h à 5h	10 H			
• Dispositifs de détection des intrusions Quantité :	/	/		
Montant total H.T (en €)				
Montant TVA (8.50%)				
Montant TTC (en €)				

• Prestations exceptionnelles

Désignation	Nombre d'heures	Taux horaire H.T. (en €)	Prix de la prestation H.T. (en €)
Jour férié de 22h à 1h	3 H		
Jour(s) ouvrable(s) de 22h à 1h	3 H		
Heure de jour férié	1 H		
Heure de jour ouvrable	1 H		
Heure de samedi	1 H		
Heure de dimanche	1 H		

A _____, le _____

Signature et cachet commercial